



Crous de l'académie de Versailles

**MARCHÉ PUBLIC
DE SERVICES**










Marché d'ateliers par la
CVEC et à destination des
étudiants du Crous de
l'académie de Versailles

**Cahier des clauses administratives particulières
(CCAP)**





Consultation n° 2025018

SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	5
4.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
5.	CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	9
6.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
7.	LITIGE ET SANCTIONS	11
8.	AUTRES STIPULATIONS	12
9.	FIN DU CONTRAT	13

	Objet du contrat	Marché d'ateliers par la CVEC et à destination des étudiants du Crous de l'académie de Versailles
	Acheteur	Crous de Versailles
	Type de contrat	Marché de services
	Structure	24 lots
	Lieux d'exécution	Différents lieux du Crous de Versailles cités aux annexes 1 « prestations à réaliser »
	Durée	12 (douze) mois reconductible de façon tacite 3 (trois) fois 12 (douze) mois (durée maximale : 48 (quarante-huit) mois)
	Pénalités de retard	Voir article « pénalités » du CCAP
	Variation des prix	Prix révisables
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	<p>Le contrat est un marché passé en procédure adaptée en application de l'Article R.2123-1 3° du Code de la Commande publique concernant les marchés relevant de services sociaux et autres services spécifiques listés à l'annexe 14. Le contrat fait référence au CCAG-Fournitures courantes et Services du 30 mars 2021.</p> <p>Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.</p>
 Acheteur	<p>L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.</p>
 Titulaire	<p>Le Titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur et le maître d'œuvre. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le Titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.</p>
 Prestation	<p>La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au Titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.</p>

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Marché d'ateliers financés par la CVEC (Contribution Vie Etudiante et de Campus) et à destination des étudiants du Crous de l'académie de Versailles.**

Les prestataires auront en charge les ateliers décrits dans les annexes 1 « prestations à réaliser » du Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP).

■ Réalisation de prestations similaires

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au Titulaire du marché public, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

■ Lieux d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont les **sites de Versailles/St-Quentin-en-Yvelines, de Cergy, de Nanterre, de Paris-Saclay, des Hauts de Bièvre et d'Evry gérés par le Crous de Versailles et répartis sur les départements du 78, 91, 92 et 95.**

Les lieux d'exécution des prestations sont différents par activité (se conformer à l'annexe 1 « prestations à réaliser » du CCTP).

2.2. Intervenants

■ Identification du Pouvoir adjudicateur

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur Crous de Versailles, représenté par Monsieur Emmanuel PARISIS, directeur général.

Coordonnées

145 bis, boulevard de la Reine - 78000 VERSAILLES

Téléphone : 01 39 24 52 00 - Courriel : achat@crous-versailles.fr

Site internet : <http://www.crous-versailles.fr>

Profil acheteur : (PLACE) <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le service en charge du suivi administratif de la procédure du marché est le Service Commande publique (courriel : achat@crous-versailles.fr).

Le service en charge du suivi de l'exécution du marché est la CVEC (courriel : cvec@crous-versailles.fr).

■ Identification du Titulaire

Le Titulaire du marché est l'opérateur économique ou le groupement qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution énumérés au sein du règlement de consultation (RC), sous-réserves de la production par celui-ci de l'ensemble des justificatifs administratifs demandés par le pouvoir adjudicateur.

■ Représentation des parties

Dès la notification du contrat, l'Acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le Titulaire désigne obligatoirement, dès le début du contrat, les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations (interlocuteur privilégié). En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le Titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

2.3. Documents contractuels

■ Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après. En cas de contradiction entre elles, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessous par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de Services (CCAG-FCS) :

■ Pièces particulières

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP) n° 2025018 ;
- Le Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) n° 2025018 et ses annexes ;
- L'offre technique et le Cadre de réponse technique (CRT) du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs ;

■ Pièces générales

- Le Cahier des Clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Code de la Commandes publique applicable au 1^{er} avril 2019 ;
- Les dispositions législatives et réglementaires et les normes de l'Union européenne applicables dans le cadre du présent contrat ;

Les pièces générales énumérées ci-dessus, non jointes au présent Cahier des Clauses particulières, sont réputées connues de chacune des parties.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du présent contrat.

Les exemplaires originaux des pièces du marché et des bons de commande conservés dans les archives du Pouvoir adjudicateur font seuls foi.

Le Titulaire devra informer l'Acheteur de toute modification ou évolution des normes ou réglementations relatives aux prestations définies au présent contrat durant toute la durée de celui-ci.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation

Les prestations du contrat font l'objet d'une décomposition en 24 (vingt-quatre) lots comme suit :

Lot 1	Self défense	Département Yvelines 78 et Hauts de Seine 92
Lot 2	Self défense	Département Essonne 91
Lot 3	Self défense	Département Val d'Oise 95
Lot 4	Yoga	Département Yvelines 78 et Hauts de Seine 92
Lot 5	Yoga	Département Essonne 91
Lot 6	Yoga	Département Val d'Oise 95
Lot 7	Danse bachata	Département Yvelines 78 et Hauts de Seine 92
Lot 8	Danse bachata	Département Essonne 91
Lot 9	Danse bachata	Département Val d'Oise 95
Lot 10	Danse capoeira	Département Yvelines 78 et Hauts de Seine 92
Lot 11	Danse capoeira	Département Essonne 91
Lot 12	Danse capoeira	Département Val d'Oise 95
Lot 13	Fitness	Département Yvelines 78 et Hauts de Seine 92
Lot 14	Fitness	Département Essonne 91
Lot 15	Fitness	Département Val d'Oise 95
Lot 16	Ateliers culinaires	Département Yvelines 78 et Hauts de Seine 92
Lot 17	Ateliers culinaires	Département Essonne 91
Lot 18	Ateliers culinaires	Département Val d'Oise 95
Lot 19	Ateliers créatifs Do It Yourself	Département Yvelines 78 et Hauts de Seine 92
Lot 20	Ateliers créatifs Do It Yourself	Département Essonne 91
Lot 21	Ateliers créatifs Do It Yourself	Département Val d'Oise 95
Lot 22	Massage assis (AMMA)	Département Yvelines 78 et Hauts de Seine 92
Lot 23	Massage assis (AMMA)	Département Essonne 91
Lot 24	Massage assis (AMMA)	Département Val d'Oise 95

Pour ce marché divisé en lots, chaque candidat est libre de présenter une offre pour autant de lots qu'il le souhaite.

S'il souhaite candidater à plusieurs lots, le candidat devra déposer une offre par lot, chacune indépendante des autres, mais ne sera pas tenu de remettre en plusieurs exemplaires son dossier de candidature.

■ Forme du contrat

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un accord-cadre conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 716 000 (sept cent seize mille) € HT sur toute la durée du marché public.

■ Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de services.

■ Procédure de passation

Il s'agit d'une procédure adaptée passée en application de l'Article R.2123-1 3° du Code de la Commande publique concernant les marchés relevant de services sociaux et autres services spécifiques.

■ Négociation

S'agissant d'une procédure adaptée, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prévoir une phase de négociation avant d'attribuer le marché public.

■ Durée du contrat

La date prévisionnelle de début du marché est à compter de la date de notification du contrat pour l'ensemble des lots.

La durée du marché est de 12 (douze) mois ferme, puis tacitement reconductible 3 (trois) fois, sauf dénonciation, chaque période de reconduction étant égale à 12 (douze) mois conformément aux dispositions des articles L. 2112-5 et R. 2112-4 du Code de la Commande publique. La durée totale du marché ne peut pas excéder 3 (trois) ans.

Par ailleurs, le Pouvoir adjudicateur a la possibilité de ne pas reconduire le marché, sans paiement d'indemnité au Titulaire, en le dénonçant 3 (trois) mois avant la date anniversaire du marché.

■ Délais d'exécution

Les prestations s'exécuteront durant l'année universitaire, soit de septembre à juin (sauf pendant la semaine de fermeture de fin d'année (Noël et Jour de l'An) du Crous de Versailles.

Les ateliers sont programmés par la Direction de la Vie Etudiante (DVE), selon les indications indiquées dans l'annexe n° 1 « prestations à réaliser » par lot. Le planning des prestations fera l'objet d'une mise au point avant le début du marché.

4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1. Prix du contrat

■ Nature du prix

Les prix du contrat sont **unitaires**.

Les prestations sont programmées et annuelles. La CVEC et chaque Directeur d'Unité de Gestion concerné, ou son représentant, établiront, à l'attention du Titulaire, **un engagement juridique annuel** pour ces prestations forfaitaires incluant, entre autres, les mentions suivantes :

- Noms et adresses des lieux d'intervention ;
- Date de visite ;
- Prix forfaitaire annuel en € HT et en € TTC, selon la Décomposition du Prix global et forfaitaire ;

En cas de demande d'ajout de prestations non reprises à l'annexe financière (DPGF), mais restant dans le périmètre de l'activité du Titulaire en lien avec l'objet du marché, le Titulaire doit fournir à l'Acheteur un devis correspondant, dans les meilleurs délais ; et, après acceptation, le détail des prix sera appliqué en conséquence.

■ Variation des prix

Les prix sont fermes la première année d'exécution des prestations et révisables à compter de la date anniversaire du marché.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = Po (0,20+0,80 (S / So))$$

Sachant que :

- P est le prix révisé ;
- Po est le prix initial, consigné au bordereau des prix ;
- S est l'indice **de prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) -Identifiant 010766502 – Total HS – Ensemble des services** - dernier indice connu publié (même provisoire) à la date de la demande de la révision des prix ;
- So est la valeur du même indice connu et publié, au mois de la date limite de remise des offres ou de la dernière révision.

■ **Modalité de transmission des demandes de révisions des prix**

Les prix sont révisés à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule décrite ci-dessus.

Les révisions sont à l'initiative des parties à l'accord-cadre.

Le calcul de la révision de prix incombe au Titulaire qui doit, lors de sa demande de révision, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations nécessaires au contrôle dudit calcul notamment la valeur des indices, le coefficient de révision accompagné des calculs ayant permis sa détermination, les mois de références, le taux et le montant de la revalorisation.

Les coefficients de révision sont présentés avec deux chiffres après la virgule.

A cette demande de révision, le titulaire associe une nouvelle annexe financière, en indiquant les prix initiaux et les nouveaux prix révisés.

Le titulaire adresse la révision des prix au pouvoir adjudicateur deux (2) mois avant la date anniversaire du présent accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception pour les valider. En l'absence de validation dans le délai imparti, le silence de du CROUS de Versailles vaut acceptation. A défaut de proposition par le titulaire dans le délai imparti, les prix de l'année précédente continueront à courir pour l'année suivante jusqu'à la date de la prochaine révision.

Le Titulaire fait parvenir sa demande par mail à l'adresse suivante : achat@crous-versailles.fr

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

En cas de disparition de l'index, le nouvel index de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun index de substitution n'est préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'entre elles.

■ **Claude butoir**

L'évolution du prix de règlement ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation annuelle supérieure à 5% du prix proposé lors de la soumission. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

■ **Claude de sauvegarde**

En tout état de cause, si l'évolution des prix est supérieure à 5 % par rapport au prix initial de l'offre, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché.

■ **Contenu des prix**

Les prix du contrat comprennent les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat, les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations, les frais éventuels d'assurance, de transport, les honoraires, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **TVA**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC (avec indication, le cas échéant, du taux de TVA applicable).

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des Impôts.

4.2. Conditions de paiement

■ Avance

Aucune avance n'est prévue pour l'exécution du marché.

■ Présentation des demandes de paiement

À partir de la constatation du service fait, le Titulaire du marché peut envoyer sa demande de paiement.

Toute facture est à déposer obligatoirement de manière électronique, dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, sur la **plateforme ChorusPro**.

Conformément au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, un ensemble d'informations à faire figurer sur la facture sont obligatoires :

1. La date d'émission de la facture
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture (numéro SIRET)
3. Le numéro unique de la facture
4. En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les structures publiques du code d'identification du service chargé du paiement (cf. liste jointe en annexe)
6. La date et le lieu de livraison des fournitures et/ou d'exécution des prestations ou des travaux
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés et/ou des prestations ou travaux réalisés
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés et/ou des prestations ou travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée
10. Le cas échéant, les modalités de règlement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au marché, l'Acheteur public peut suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

■ Périodicité des paiements

Les paiements interviennent mensuellement.

■ Régime des paiements

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

■ Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 (trente) jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au Titulaire, calculés par application de la formule indiquée ci-après.

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 (huit) points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

5. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Relation avec le Pouvoir adjudicateur

Le Titulaire doit tenir informé le Crous de Versailles d'éventuelles modifications des programmes, dates, lieux, entre autres, dans les plus brefs délais, afin que les étudiants puissent être informés.

■ Suivi de la réalisation des prestations

Le suivi des prestations incombe à la Direction de la Vie Etudiante du Crous de Versailles.

Par ailleurs, le Titulaire doit tout mettre en œuvre afin de leur faciliter le suivi des ateliers dispensés. Il est tenu de faire respecter l'ensemble des stipulations du marché et ne peut y apporter aucune modification.

Le Crous de Versailles se réserve la possibilité de réadapter un atelier en fonction du besoin des étudiants.

■ Niveau d'obligation prévu au contrat vérification des prestations

Du fait de l'objet du contrat, le Titulaire est soumis à une obligation générale de moyens. Celle-ci s'impose au Titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec le représentant du pouvoir adjudicateur.

5.2. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le Titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché ;

Le Titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

■ Dématérialisation du suivi

L'acheteur notifie au Titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil-acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 (huit) jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée

L'objet du contrat implique que les prestations soient réalisées par des personnes nommément désignées. Par ailleurs, les prestations peuvent être réalisées par une autre personne désignée à condition que le pouvoir adjudicateur soit prévenu à l'avance et que celle-ci présente les mêmes compétences que la personne initialement désignée.

■ Devoir d'information et de conseil

Le Titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter l'atelier.

Enfin, le Titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- au changement des intervenants ;

■ Obligation de vigilance

Le Titulaire remet :

- 1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :
 - une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du Travail ;
 - une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du Travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales) ;
- 2) Lors de la conclusion du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
 - sa date d'embauche ;
 - sa nationalité ;
 - le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- 3) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, le Titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 (six) mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
 - le certificat social URSSAF ;
 - une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics) ;
- 4) **Lors de l'attribution et avant la notification du marché, puis tous les 6 (six) mois, le Titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :**
 - une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 (six) mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance) ;

■ Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le Titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le Titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le Titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

■ Assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le Titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

7. LITIGE ET SANCTIONS

■ Généralités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le Titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, avec mise en demeure préalable.

Il appartient au Titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du Titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le Titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au Titulaire ou par réfaction sur facture.

Le Pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le Titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du Cahier des Clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de Services (CCAG-FCS).

■ Pénalités de retard

En cas de retard par rapport aux délais d'intervention fixés par rapport aux fréquences de réalisation des prestations fixées au calendrier, des pénalités seront appliquées, à hauteur de 50 € (cinquante euros) par jour ouvré de retard.

■ Autres pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Lorsque la(les) date(s) programmée(s) du planning annuel pour un site n'est(ne sont) pas respectée(s), sans que le Titulaire ait prévenu (absence injustifiée), le représentant du Pouvoir adjudicateur dans un délai de 48 heures avant la date prévue,	le Titulaire encourt une pénalité équivalente à 100 euros HT par jour de retard à compter de la date convenue d'intervention.
En cas de non-respect des prescriptions du CCAP, du CCTP ou des engagements pris dans l'offre du candidat (prestations non réalisées ou partiellement réalisées, application incorrecte des règles de sécurité ou des consignes liées au personnel...), le responsable du site enverra un courrier ou un mail de rappel au Titulaire.	En l'absence d'effet au terme du délai fixé dans cet écrit, des pénalités seront appliquées, d'un montant de 100 € HT par point non respecté. En cas de réitération, les pénalités seront doublées à partir de la seconde fois.
En cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise,	le Titulaire subira une pénalité égale à 10% du montant du contrat. Toutefois le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5
En cas de retard sur le rendu mensuel de l'attestation du service fait et des feuilles d'émargement,	le Titulaire encourt une pénalité équivalente à 50 € HT par jour de retard
En cas de retard sur le rendu du bilan annuel,	le Titulaire encourt une pénalité équivalente à 50 € HT par jour de retard
Dégradation du matériel mis à disposition	Toutes dégradations accidentelles ou non ayant lieu pendant les opérations d'entretien ou de maintenance (dégradations de mobiliers, de sols, éléments de sécurité) : 200 € HT
En cas de non report, à la suite d'une séance annulée, avant la fin de l'année civile en cours,	une pénalité de 30 % du montant HT de la prestation non réalisée sera appliquée sans mise en demeure préalable.

8. AUTRES STIPULATIONS

■ Règlement des différends

Tout différend entre le Titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du Titulaire. Cette décision est notifiée au Titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au Titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le Titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du Titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du Titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du Titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige, le Crous de Versailles et le Titulaire rechercheront prioritairement une solution à l'amiable.

En cas de litige persistant, le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Versailles
Adresse : 56 avenue de Saint-Cloud - 78000 Versailles
Téléphone : 01 39 20 54 00
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr - Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr>
Référé précontractuel, Référé contractuel, Recours de pleine juridiction

9. FIN DU CONTRAT

■ Achèvement des prestations

Les prestations s'achèvent à la date de fin du contrat

Par ailleurs, le Crous se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché en procédant à sa dénonciation trois mois avant la date anniversaire de celui-ci sans indemnisation du Titulaire.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du Titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées. Le Titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le Titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du Titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ Garantie

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Dérogations au Cahier des Clauses administratives générales applicables aux Fournitures Courantes et Services :

Pour tout ce qui n'y est pas dérogé dans le présent CCAP, le CCAG-FCS en vigueur est applicable.

 Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :
[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)